

*Questions orales*ON DEMANDE AU MINISTRE D'INTERCÉDER AUPRÈS DU
CABINET

M. Bob Corbett (Fundy-Royal): Madame le Président, la région de l'Atlantique est en plein marasme, ce qui sape ses fondements économiques; or le ministère des Transports et ses comparses sont responsables de cette catastrophe. Le ministre acceptera-t-il de s'entretenir au moins avec certains de ses collègues pour plaider notre cause, afin d'épargner certains de ces emplois menacés, ces aspirations et ces rêves brisés dans la région de l'Atlantique, ou devons-nous nous contenter d'une larve furtive?

● (1440)

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): Madame le Président, je posais simplement au député une question très pertinente. Croit-il que le CN devrait s'isoler et conserver toute sa main-d'œuvre même s'il n'y a pas de travail à exécuter? Telle est ma question.

M. Jelinek: Pourquoi la posez-vous?

M. Pepin: Est-ce votre opinion?

M. Corbett: Oui.

M. Pepin: C'est bon de savoir que vous le croyez. Quant à la sympathie que j'éprouve pour les travailleurs, notamment dans la région des Maritimes, je crois l'avoir nettement prouvé il y a quelques jours à propos de Sysco.

* * *

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

L'AFFAIRE DONALD MARSHALL

M. Howard Crosby (Halifax-Ouest): Madame le Président, j'ai une question à poser au ministre de la Justice au sujet de l'affaire Donald Marshall. Le ministre n'est pas sans savoir que M. Marshall est l'Indien Micmac qui a été condamné pour le meurtre de Sandy Seale, en Nouvelle-Écosse, en 1971, lorsqu'il avait dix-sept ans et qui a passé onze ans dans les prisons fédérales. On se demande maintenant publiquement s'il ne serait pas innocent car, selon les journaux, une autre personne aurait admis avoir commis le crime en question. Le ministre dira-t-il maintenant à la Chambre ce qu'il en est et s'il est possible que tous les faits soient rendus publics? Si une injustice a été commise, prendra-t-il des mesures pour qu'elle soit corrigée?

Mlle MacDonald: Que quelqu'un réponde à la question.

L'hon. Jean Chrétien (ministre de la Justice et ministre d'État chargé du Développement social): Madame le Président, je suis en train d'étudier l'affaire Marshall et j'ai eu des entretiens à ce sujet avec le procureur général de la Nouvelle-Écosse, mais nous n'avons pas encore résolu le problème. J'espère toutefois être en mesure de le faire d'ici à la fin de la semaine.

LES MESURES PRISES PAR LE MINISTRE

M. Howard Crosby (Halifax-Ouest): Madame le Président, la famille Marshall et d'autres personnes concernées par cette cause attendent depuis des mois que le ministre de la Justice leur dise ce qu'il compte faire. Il a le pouvoir d'accorder un pardon ou d'ordonner une enquête judiciaire, mais il nous répond simplement qu'il prend le temps de décider. Le ministre ne peut-il pas nous renseigner un peu plus sur ce qui se passe? Cette cause a été le sujet d'articles dans des revues nationales et a fait la manchette des journaux. Pourquoi le ministre est-il si peu disposé à dévoiler les faits dans cette cause? Fait-on preuve d'intérêt envers M. Marshall qui a peut-être été lésé par le régime judiciaire du Canada?

L'hon. Jean Chrétien (ministre de la Justice et ministre d'État chargé du Développement social): Madame le Président, si le député se soucie tellement de cette cause, il aurait pu poser cette question bien avant aujourd'hui. Des ministériels me parlent de ce problème depuis des semaines . . .

M. Lawrence: C'est à vous que le député pose sa question.

M. Chrétien: . . . et certaines personnes du Cap-Breton également m'ont présenté des instances. Je suis en train d'étudier le dossier et je suis en communication avec le procureur général de la Nouvelle-Écosse. Je le répète, j'espère présenter un rapport à la Chambre à ce sujet d'ici la fin de la semaine.

* * *

LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

LA PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI

M. Bill Clarke (Vancouver Quadra): Madame le Président, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor et concerne la loi sur les sociétés de la Couronne. Le comité permanent des comptes publics a recommandé de légiférer en la matière, dans son rapport présenté à la Chambre il y a plus d'un an. Il reprenait dernièrement cette recommandation dans son quinzième rapport. Le ministre a lui-même déclaré l'année dernière qu'il en reconnaissait la nécessité. Quand la Chambre sera-t-elle saisie d'un projet de loi sur les sociétés de la Couronne?

L'hon. Donald J. Johnston (président du Conseil du Trésor): Madame le Président, je m'attends qu'un projet de loi portant sur la surveillance, l'orientation et la responsabilité des sociétés de la Couronne—mesure législative qui saura, je pense, apaiser les inquiétudes du député de Vancouver Quadra—sera présenté sous peu.

LE CONTENU DU PROJET DE LOI

M. Bill Clarke (Vancouver Quadra): Madame le Président, le ministre veut-il dire s'il étudie la possibilité d'inscrire dans le projet de loi sur les sociétés de la Couronne des dispositions concernant la vérification générale?